



KPMG S.A.
Siège social
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Association Enfants et Développement

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013
Association Enfants et Développement
13, rue Jules Simon - 75015 Paris
Ce rapport contient 20 pages
Référence : BB/RG/CDS



KPMG S.A.
Siège social
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Association Enfants et Développement

Siège social : 13, rue Jules Simon - 75015 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'Association Enfants et Développement, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

La note G de l'annexe expose les méthodes d'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, décrites dans la note G de l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques


Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 6 juin 2014

KPMG S.A.

Bernard Bazillon
Associé



BILAN ENFANTS & DEVELOPPEMENT

Au 31/12/2013

EUROS

Actif		Exercice 2013			Exercice précédent	
		Montant brut	Amort. Ou Prov.	Montant net	2012	
Actif immobilisé	immobilisations incorporelles	Frais d'établissement		-		
		Frais de recherche et développement		-		
		Concessions, logiciels et droits similaires		-		
		Fonds commercial (1)		-		
		Autres immobilisations incorporelles		-		
		Immobilisations incorporelles en cours		-		
		Avances et acomptes		-		
		Total	-	-	-	
	immobilisations corporelles	Terrains	26 670		26 670	26 670
		Constructions	226 763	29 478	197 285	201 820
	Inst. Techniques, mat. Out. Industriels	46 567	10 088	36 479	38 031	
	Autres immobilisations corporelles	23 442	20 834	2 608	4 417	
	immobilisations grevées de droits			-		
	immobilisations corporelles en cours			-		
	Avances et acomptes			-		
	Total	323 442	60 400	263 042	270 938	
immob. Financières (2)	Participations			-		
	Créances rattachées à des part.			-		
	Titres immob. Activité de portefeuille			-		
	Autres titres immobilisés			-		
	Prêts			-		
	Autres immobilisations financières	1 770		1 770	1 323	
	Total	1 770	-	1 770	1 323	
TOTAL I		325 212	60 400	264 812	272 261	
Actif circulant	stocks et encours	Matières premières, approvisionnement		-		
		En cours de production, biens et services		-		
		Produits intermédiaires et finis		-		
		Marchandises		-		
		Total	-	-	-	
	créances (3)	Avces et acptes versés sur commandes			-	
		Créances usagers et comptes rattachés			-	
		Autres créances	584 983	58 959	526 024	601 335
		Total	584 983	58 959	526 024	601 335
	divers	Autres titres immobilisés			-	
	Valeurs mobilières de placement	53 432		53 432	-	
	instruments de trésorerie			-		
	Disponibilités	346 658		346 658	412 474	
	Charges constatées d'avance (4)	1 078		1 078	1 569	
TOTAL II		986 150	58 959	927 191	1 015 378	
	Charges à répartir sur plusieurs exercices III			-		
	Prime de remboursement des emprunts IV			-		
	Ecart de conversion actif V			-		
Total de l'actif (I+II+III+IV+V)		1 311 362	119 359	1 192 004	1 287 639	
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an(brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					
Engagements reçus	Legs nets à réaliser acceptés par les organismes statutairement compétents					
	Legs nets à réaliser par l'organisme de tutelle					
	Dons en nature restant à vendre					
	Autres					

BILAN
ENFANTS & DEVELOPPEMENT

Au 31/12/2013

EUROS

Passif (avant répartition)		Exercice 2013	Exercice précédent 2012
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, sub. Inv biens renouvelables)	300 000	300 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	341 167	450 161
	Résultat de l'exercice	64 831	108 994
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatif avec droit de reprise		
	Apports		
	Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Ecarts de réévaluation			
Sub.d'investissement sur biens non renouv. par l'organisme			
Provisions réglementées			
Droit des propriétaires (commodat)			
Total		I	576 336
Fonds dédiés	Provisions pour risques et charges		
	Provisions pour risques		26 794
	Provisions pour charges	50 000	50 000
	Fonds dédiés		
- Sur subventions de fonctionnement	297 582	125 201	
- Sur autres ressources			
Total		II	347 582
Dettes	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		150 672
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus	214 546	109 297
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 803	54 092
	Dettes fiscales et sociales	39 737	106 750
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	-	23 667
	Produits constatés d'avance (1)		
Total		III	268 086
Ecart de conversion - Passif (IV)			
Total		IV	
Total du passif (I+II+III+IV)		1 192 004	1 287 639
Renvois	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
	(3) Dont emprunts participatifs		

**COMPTE DE RESULTAT
ENFANTS & DEVELOPPEMENT**

Au 31/12/2013

EUROS

		Exercice 2013	Exercice précédent 2012
Produits d'exploitation	Vente de marchandises		
	Production vendue { Biens Services liés à des financements réglementaires Autres services		
	Montant net du chiffre d'affaire (dont à l'exportation) :		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits nets partiels sur opérations à long terme		
	Subventions d'exploitation		
	Reprise sur provisions (et amortissements), transfert de charges		
	Cotisations	150	70
	Autres produits (1)	2 022 011	1 662 149
Total des produits d'exploitation		2 022 161	1 662 219
Charges d'exploitation	Marchandises { Achats Variation de stocks		
	Matières premières et approvisionnement { Achats Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 037 338	936 618
	Impôts, taxes et versements assimilés	12 560	16 884
	Salaires et traitements	310 456	361 844
	Charges sociales	140 436	160 074
	Dotations { - sur immobilisations { amortissements - sur actif circulant : provisions { provisions	7 896	8 699
	Subventions accordées par l'association		
	Autres charges	400 689	527 195
	Total des charges d'exploitation II		1 909 375
Résultat d'Exploitation		112 786	- 349 094
	Excédents ou déficits transférés III		
	Déficits ou excédents transférés IV		
Produits financiers	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créance d'actif immobilisée		
	Autres intérêts et produits assimilés	573	442
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différence positive de change	13 913	2 434
	Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	34	1 040
	Total des produits financiers V	14 520	3 916
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilés	1 752	5 045
	Différences négatives de change	22 454	6 082
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières VI	24 206	11 127
	Résultat financier (V-VI)	- 9 686	- 7 210
	Résultat courant avant impôt (I+II+III-IV+V-VI)	103 100	- 356 304
Renvois	(1) dont : Dons Legs et donation Produits liés à des financements réglementaires Ventes de dons en nature		
	(2) Y compris redevances de crédit-bail mobilier immobilier		

**COMPTE DE RESULTAT
ENFANTS & DEVELOPPEMENT**

Au 31/12/2013

EUROS

		Exercice 2013	Exercice précédent 2012
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opération de gestion		
	Produits exceptionnels sur exercice antérieur	428	4 507
	Produits des cessions d'éléments d'actif		
	Reprises sur provisions et transfert de charges	26 794	44 210
	Total des produits exceptionnels VII	27 222	48 717
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opération de gestion		
	Charges exceptionnelles sur exercice antérieur	22 772	65 015
	Valeur comptable s/cessions d'éléments d'actif		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital*		50 000
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total des charges exceptionnelles VIII	22 772	115 015
	Résultat exceptionnel (VII-VIII)	4 450	- 66 298
	Participation des salariés aux résultats IX		
	Impôts sur les sociétés X		
	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs XI	124 980	353 294
	Engagement à réaliser sur ressources affectées XII	297 361	39 686
	Total des produits XIII	2 188 883	2 068 148
	Total des charges XIV	2 253 714	2 177 142
	Excédent ou déficit (XIII-XIV)	- 64 831	- 108 994
Evaluation des contributions volontaires en nature			
	Produits		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	Charges		
	Secours en nature		
	Mise à disposition de biens et services		
	Personnel bénévole		



**Association
Enfants&Développement**

Annexe
aux comptes annuels de l'exercice
clos le
31 décembre 2013

A	- Principes, règles et méthodes comptables.....	3
B	- Faits marquants	3
C	- Informations relatives au Bilan	3
1	- Bilan actif.....	3
1.1	- Immobilisations corporelles – Mouvements principaux.....	3
1.2	- Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation	4
1.3	- Créances	4
1.4	- Valeurs mobilières de placement	5
1.5	- Disponibilités.....	6
2	- Bilan Passif.....	6
2.1	- Fonds associatifs	6
2.2	- Provisions pour risques et charges	7
2.3	- Fonds dédiés	7
D	- Informations relatives au compte de résultat.....	9
1	- Produits	9
2	- Charges.....	9
E	- Autres informations	9
1	- Effectif moyen.....	9
2	- Informations relatives à la rémunération des dirigeants	10
3	- Information concernant le Droit Individuel à la Formation.....	10
4	- Information sur les honoraires du commissaire aux comptes.....	10
G	- Compte d'emplois annuel des ressources collectés auprès du public.....	10
1	- Définition des missions sociales.....	12
2	- Définition des ressources issues de la générosité du public	12
3	- Règles d'affectation et répartition des couts et ressources	13
4	- Contributions volontaires en nature	13

A - Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n°99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général et pris en compte le règlement n°99-01 au titre des règles de comptabilisation des domaines spécifiques : règles d'évaluation, de réévaluation des éléments du patrimoine, des contributions volontaires en nature.

L'association a arrêté ses comptes en respectant également le règlement n°2004-06 du 23 novembre 2004 du CRC relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs qui définit la notion « d'actifs » et leurs règles de comptabilisation et traite de leur évaluation initiale. Les règles relatives à leur évaluation postérieure (amortissement, dépréciation) ont fait l'objet du règlement n°2002-10 du CRC ont également été appliquées.

L'association a procédé à la comptabilisation des fonds dédiés en respectant le règlement n°99-01 du CRC.

B - Faits marquants

Les activités se sont poursuivies dans les pays étrangers où l'Association intervient (Burkina Faso, Cambodge, Népal et Vietnam).

C - Informations relatives au Bilan

1 - Bilan actif

1.1 - Immobilisations corporelles – Mouvements principaux

En application du règlement n° 2004-06 du 23 novembre 2004 du CRC, la variation des immobilisations entre 2012 et 2013 se détaille comme suit (en €) :

Compte	Libellé	Total au 31/12/12	Augmentation	Diminution	Total au 31/12/13
211000	Terrain	26 670			26 670
213100	Bâtiments	40 500			40 500
213100	Ouvrages infrastructure	186 263			186 263
218 100	Installations Générales	46 567			46 567
218 300	Mat. Bureau informatique	32 334		10 350	21 984
218 400	Mobilier	1 458			1 458
Total Immobilisations		333 792	0	10 350	323 442

La diminution des immobilisations brutes correspond à la vente de matériel de bureau / informatique complètement amorti.

La cession des immobilisations relatives à la propriété d'Egarande, d'une valeur brute de 300.000€, est soumise à conditions telles que stipulées dans l'acte de donation.

1.2 - Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation

En application du règlement n° 2002-10 du CRC, les modes et durées d'amortissements sont les suivants :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Infrastructure-bâtiments	Linéaire	50 ans
Installations techniques, générales	Linéaire	2 à 30 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans

La variation des amortissements entre 2012 et 2013 se détaille comme suit (en €):

Compte	Libellé	Total au 31/12/12	Augmentation	Diminution	Total au 31/12/13
281 300	Infrastructure-bâtiments	24 943	4 535		29 478
281 810	Installations Générales	8 536	1 552		10 088
281 830	Mat. Bureau informatique	27 916	1 809	10 350	19 375
281 840	Mobilier	1 458			1 458
Total Amortissements		62 853	7 896	10 350	60 400

La diminution des amortissements correspond à la vente de matériel de bureau / informatique complètement amorti.

1.3 - Créances

Les autres créances, pour un montant brut de 584 983€, se décomposent comme suit :

	Total au 31/12/12	Total au 31/12/13
Subventions à recevoir	586 315	491 734
Débiteur divers	71 482	91 419
Produits à recevoir	2 497	1 830
Total Brut	660 294	584 983
Dépréciation de créances	-58 959	- 58 959
Total Net	601 335	526 024

- Subventions à recevoir à moins d'1 an :

Sont portées en subventions à recevoir, les subventions obtenues mais non encaissées sur l'exercice concernant des programmes en cours de développement.

- Débiteurs divers à moins d'1 an :

Le solde du compte Débiteurs divers se répartit repartis comme suit (en €):

	31/12/2012	31/12/2013
Avance Partenaires Burkina	3 861	5 574
Avance Partenaires Vietnam	0	694
Avance Partenaires Népal	0	3 997
Avance Partenaires Cambodge	3 095	12 270
Créance vis-à-vis d'un ancien salarié	58 959	58 959
Avance Personnel Cambodge	0	1 347
Organismes sociaux	2 838	8 039
Créditeur Phan Hoa	1 699	479
Créditeur Tran Dinh		60
Divers	1 030	0
TOTAL	71 482	91 419

* créance 100% provisionnée

- Produits à recevoir à moins d'1 an

Les produits à recevoir (1830 €) concernent des remboursements à recevoir d'organismes sociaux.

- Dépréciations créances

La créance vis-à-vis d'un ancien salarié est dépréciée à hauteur de 58 959 €.

1.4 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement (VMP) ont été évaluées à leur coût d'acquisition (hors frais bancaires). En cas de cession de titre de même nature, la méthode de valorisation des VMP est la méthode FIFO. Le portefeuille de l'association est composé de SICAV de trésorerie pour un montant global au **31/12/2013** de **53 432€** à valeur d'acquisition, elle génère une plus-value latente de 4€.

Pour mémoire, au **31/12/2012** les valeurs mobilières de placements s'élevaient à 0€.

1.5 - Disponibilités

Les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture, soit au 31 décembre 2013 :

Burkina-Faso	1 €	655,957 XOF
Cambodge	1 €	5 431,00 KHR
Etats-Unis	1 €	1,3592 USD
Népal	1 €	135,38 NPR
Vietnam	1 €	28 699,50 VND

Après conversion aux taux mentionnés ci-dessus, les disponibilités nettes en banque et caisses s'élèvent à **346 658€** au **31/12/2013** contre **412 474€** au **31/12/2012** (évalués au taux du 31/12/2012).

2 - Bilan Passif

2.1 - Fonds associatifs

Les fonds propres et les fonds associatifs au 31 décembre 2013 s'élèvent à **576 336 €** et sont constitués des éléments suivants :

Compte	Libellé	Comptes au 31/12/12	Reprise	Affectation	Comptes au 31/12/13
102	Fonds associatif sans droit de reprise	300 000			300 000
110	Report à nouveau	450 161		-108 994	341 167
	RAN EED	450 161		-108 994	341 167
120	Résultat de l'exercice 2013			- 64 831	- 64 831
	Résultat propre - E&D			-64 831	-64 831
120	Résultat de l'exercice 2012	-108 994	108 994	0	0
	Total	641 167	108 994	- 173 825	576 336

2.2 - Provisions pour risques et charges

La variation des provisions pour risques et charges entre le 31/12/12 et le 31/12/13 s'établit comme suit (en €) :

Rubriques	Provisions au 31/12/12	Augmentation (compte 686000)	Diminution (compte 786000)	Provisions au 31/12/13
Provision pour risque	26 794	0	26 794	0
Provision pour charges exceptionnelles	50 000	0	0	50 000
Total	76 794	0	26 794	50 000

La provision pour risque a été reprise suite au règlement en 2013 du litige social qu'elle concernait.

2.3 - Fonds dédiés

Les fonds dédiés s'élèvent à **297 582€** au **31/12/2013** contre **125 201€** au **31/12/2012** et se présentent de la façon suivante :

- Décomposition par catégorie de bailleur

Financeurs	Fonds dédiés 31/12/2012	Fonds reçus en 2013	Charges sur projets 2013	Fonds dédiés 31/12/2013
Publics	124 980	1 557 679	1 795 239	244 104
Privés	221	409 941	356 687	53 478
Total	125 201	1 967 620	1 795 239	297 582

- Décomposition par projet et pays

Projet	Pays	Fonds dédiés 31/12/2012	Fonds reçus en 2013	Charges sur projets 2013	Fonds dédiés 31/12/2013
Multi-Pays Accompagnement Familial	Burkina Faso				
	Cambodge	16 127	516 707	516 701	16 133
	Népal				
Multi-Pays Petite Enfance	Burkina Faso	53 406	582 900	636 306	0
	Cambodge				
SRH – Santé Sexuelle et Reproductive	Cambodge	31 887	554 590	372 642	213 835
Accompagnement familial et appui à la formation	Vietnam	95	305 952	243 982	62 065
Autres	Burkina Faso	23 686	7 471	25 608	5 549
	Vietnam				
Total		125 201	1 967 620	1 795 239	297 582

- Avances et acomptes reçus

Le solde du compte « Avances et Acomptes reçus » (montant total de **214 546€**) concerne cinq subventions reçues en 2013 relative aux projets suivants :

- Santé sexuelle et de la reproduction (Cambodge) : 180 794€
- Centre Ressources (Cambodge) : 24 141€
- Nutrition Mères leaders : 5 000€
- Accompagnement Familial (Vietnam) : 4 611€.

2.4 - Dettes fournisseurs & comptes rattachés

Le poste « Dettes fournisseurs & comptes rattachés » comprend les factures non parvenues ou non arrivées à échéance, liées à l'activité courante de l'association. Elles sont toutes à échéance de moins d'un an. Le solde de ce compte s'élève à **13 803€ au 31 décembre 2013** contre **54 092€ au 31 décembre 2012**.

2.5 - Dettes fiscales et sociales

Le poste « Dettes fiscales et sociales » se décompose comme suit (en €):

	31/12/2012	31/12/2013
Organismes sociaux	51 258	29 555
Rémunérations dues	42 694	1 540
Provision congés payés	7 460	6 883
Etats et autres collectivités- publiques	3 364	533
Formation continue	1 973	1 226
TOTAL	106 750	39 737

2.6 - Autres dettes

Les autres dettes ont évolué comme suit (en €)

	31/12/2012	31/12/2013
Chantal Rodier	112	0
Créditeurs divers	1 153	0
VOC	5 656	0
ESBF	1 818	0
Krousar Young	7 669	0
SKO	1 425	0
SSC	5 835	0
Subventions à reverser	0	0
TOTAL	23 667	0

D - Informations relatives au compte de résultat

1 - Produits

Les produits par financeurs s'élèvent à :

Financier	2012		2013	
		%		%
Union Européenne	866 184	52,1%	1 222 017	60,4%
Agence Française de Développement	360 432	21,7%	195 106	9,6%
Région Rhône-Alpes			100 000	4,9%
Autres subventions publiques	55 321	3,3%	57 402	2,8%
Subventions terrain	69 418	4,2%	92 588	4,6%
Subventions privées	201 110	12,1%	319 645	15,8%
Dons Privés	109 682	6,6%	34 520	1,7%
Cotisations et divers	71	0,0%	884	0%
TOTAL	1 662 219	100%	2 022 161	100%

2 - Charges

La répartition des charges 2013 par destination est la suivante (en €):

	2012		2013	
Burkina Faso	649 017	30%	596 878	26%
Cambodge	783 355	36%	873 042	39%
Népal	189 123	9%	191 915	9%
Vietnam	157 285	7%	273 277	12%
Total Missions	1 778 780	82%	1 935 112	86%
Total Siège	398 361	18%	318 603	14%
TOTAL	2 177 141	100%	2 253 715	100%

E - Autres informations

1 - Effectif moyen

Catégorie	Personnel Salariés
Cadre	5,39
Non Cadre	0,67
Total de l'effectif	6,06

2 - Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n° 206-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en natures versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 50 253€.

3 - Information concernant le Droit Individuel à la Formation

D.I.F.	Volume d'heures
<i>Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice</i>	274,31
<i>Cumul n'ayant pas fait l'objet d'une demande de salariés</i>	274,31

4 - Information sur les honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice 2013 s'élève à 7 583€ H.T.

G - Compte d'emplois annuel des ressources collectés auprès du public

Le Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est établi en application de l'article 9 de l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005 qui décrit les modalités retenues pour le compte emploi annuel des ressources prévu à l'article 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991.

Le Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est conforme au nouveau modèle homologué par l'Arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement n° 2008-12 du Comité de la réglementation comptable.

2013 COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES GLOBALISE AVEC AFFECTATION DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC PAR TYPE D'EMPOI

EMPLOIS	Emplois de N = comptes de résultat	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N	RESSOURCES	Ressources collectées sur N = comptes de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N
			REPORT DES RESSOURCES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		0
1 - MISSIONS SOCIALES¹	1 648 290	27 209	1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	34 520	34 520
1.1. Réalisées en France	0	0	1.1. Dons et legs collectés	34 520	34 520
- Actions réalisées directement	0		- Dons manuels non affectés	19 393	19 393
- Versements à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels affectés	15 127	15 127
1.2. Réalisées à l'étranger	1 648 290	27 209	- Legs et autres libéralités non affectés		
- Actions réalisées directement	1 648 290	27 209	- Legs et autres libéralités affectés		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes			1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	25 558	3 056	2 - AUTRES FONDS PRIVES	509 822	
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	3 056	3 056	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 476 935	
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés	6 414		4 - AUTRES PRODUITS	15 832	
2.3. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	16 088				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	282 505	4 254			
SOUS-TOTAL		34 520			
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	1 956 353		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	2 037 109	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS			II - REPRISE DES PROVISIONS	26 794	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	297 361		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	124 980	
			IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)		
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	64	
V - TOTAL GENERAL	2 253 714		VI - TOTAL GENERAL	2 253 714	34 520
VI - Part des acquisitions d'immeubles brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public					
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		34 520	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		34 520
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		0

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Missions sociales			Bénévolat		
Frais de recherche de fonds			Prestations en nature		
Frais de fonctionnement et autres charges			Dons en nature		
Total		0	Total		0

¹ Ou dépenses opérationnelles

1 - Définition des missions sociales

E&D est une ONG de développement dont la mission consiste à concevoir et mettre en œuvre des projets qui permettent *d'améliorer les conditions de vie, de santé et d'éducation des enfants particulièrement défavorisés*, et de manière indissociable, de leurs mères et plus largement des communautés dont ils font partie.

E&D se définit comme un opérateur direct de projets de développement. Ses actions prennent en compte les besoins et les aspirations des bénéficiaires, suscitent leur participation. E&D veille à l'ajustement permanent des projets à la réalité du terrain.

La définition d'actions pérennes est une préoccupation présente dès la conception de projets à travers la recherche d'une approche pragmatique, d'une économie de moyens et le renforcement des capacités des bénéficiaires.

Les secteurs de la Santé, de l'Education et du Travail social, dits « prioritaires », constituent le cœur de métier d'E&D, pour lesquelles l'association détient une expertise propre et un savoir-faire. Sur les projets de développement intégré, lorsque les besoins nécessitent de mettre en œuvre des activités dans les secteurs de l'Eau, de l'Agriculture ou du Développement Economique, E&D recherche et conclut des partenariats avec d'autres organisations.

Le développement étant le résultat combiné des efforts des communautés, des autorités locales, des ONG locales et des services publics, E&D cherche à établir une véritable coordination entre tous les acteurs pour la mise en place des activités.

E&D aide les ONG locales partenaires à se professionnaliser dans leur domaine de compétences et les soutient institutionnellement de manière à ce qu'ils poursuivent ensuite leurs activités de manière autonome, voire indépendante.

E&D n'exclut pas d'intervenir pour une urgence qui surviendrait sur ses lieux d'implantation.

2 - Définition des ressources issues de la générosité du public

Ce sont :

- les dons des particuliers (selon la demande des donateurs, ils sont affectés ou non à un projet).
- les parrainages de projets.

3 - Règles d'affectation et répartition des couts et ressources

Dépenses de missions sociales :

- Les dépenses directes des missions sociales correspondent à l'ensemble des dépenses courantes réalisées sur le terrain ainsi que les coûts de personnel volontaire (VSI) et le personnel local.
- Les dépenses indirectes des missions sociales concernent les frais de personnel du siège : les chefs de secteur et le directeur général. Le calcul du coût de ces derniers se fait sur la base du déclaratif du temps passé sur les missions.

Frais de recherche de fonds :

- Frais d'appel à la générosité du public :
 - Les coûts de réalisation et d'envoi du bulletin trimestriel, calculés en fonction du nombre de pages du bulletin sur lesquels Enfants & Développement sollicite la générosité du public.
 - Les frais bancaires liés aux dons en ligne
- Frais de recherche des autres fonds privés :
 - Coût des personnes chargées de la recherche de fonds, calculé sur la base du déclaratif du temps passé à cette recherche.
- Charges liées à la recherche de subventions & autres concours publics :
 - Coût du directeur calculé sur la base du déclaratif du temps passé à cette recherche.

Frais de fonctionnement :

- Coût du directeur (calculé sur la base déclaratif du temps passé à l'administration et la gestion générale)
- Coût du personnel financier et administratif au siège
- Frais généraux du siège.

4 - Contributions volontaires en nature

Trois bénévoles consacrent 635 h par an au support au personnel administratif et financier du siège.

Compte tenu de la diversité des activités menées, une valorisation monétaire est peu fiable. Par prudence, Enfants & Développement ne les comptabilise donc pas.